



KPMG SA
51 rue de Saint Cyr
69009 Lyon

Association Groupe Isara-Isema

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024
Association Groupe Isara-Isema
23 rue Jean Baldassini - 69364 Lyon Cedex 07

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
51 rue de Saint Cyr
69009 Lyon

Association Groupe Isara-Isema

23 rue Jean Baldassini - 69364 Lyon Cedex 07

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

À l'assemblée générale de l'association Groupe Isara-Isema,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Groupe Isara-Isema relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note « Mention pour l'application du nouveau plan comptable en anticipé » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthodes comptables relatif à l'application anticipée du règlement comptable de l'Autorité des normes comptables n° 2022-06 ;
- la note « Fusion entre les associations Isara et Isema » de l'annexe des comptes annuels qui expose les principaux impacts de la fusion au 1er septembre 2023 de l'association Isema avec l'association Isara.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Subvention de fonctionnement » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives au traitement comptable des subventions. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 20 février 2025

KPMG SA

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'P. Gatta', written over a light blue horizontal line.

Philippe Gatta

Associé

Bilan Actif

	Du 01/09/2023 au 31/08/2024		Au 31/08/2023	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	192 797	192 797		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 227 134	1 912 600	314 534	270 924
Autres immobilisations corporelles	5 045 092	3 415 516	1 629 576	1 828 599
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				39 219
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	66 500		66 500	66 500
Autres titres immobilisés	5 787		5 787	5 637
Prêts				
Autres immobilisations financières	234 511		234 511	191 211
TOTAL I	7 771 821	5 520 913	2 250 908	2 402 090
Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT	II			
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 741 584	25 211	1 716 373	1 098 393
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	3 239 180	60 785	3 178 395	3 142 715
Valeurs mobilières de placement	1 001 957		1 001 957	1 001 957
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	9 083 153		9 083 153	7 861 782
Charges constatées d'avance	416 203		416 203	300 121
TOTAL III	15 482 076	85 996	15 396 080	13 404 968
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	23 253 897	5 606 909	17 646 988	15 807 057

Bilan Passif

	31/08/2024	31/08/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 955 999	756 115
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	683 290	483 290
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	6 147 120	5 239 356
Excédent ou déficit de l'exercice	411 276	1 124 269
Situation nette	9 197 684	7 603 030
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	383 775	17 984
Provisions réglementées		
TOTAL I	9 581 459	7 621 014
Comptes de liaison		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	88 470	6 289
Fonds dédiés		
TOTAL III	88 470	6 289
PROVISIONS		
Provisions pour risques		20 000
Provisions pour charges	707 190	536 708
TOTAL IV	707 190	556 708
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 202 874	1 197 978
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	935 835	824 684
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 419 032	1 626 247
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	865 666	843 446
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	2 846 462	3 130 693
TOTAL V	7 269 869	7 623 047
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	17 646 988	15 807 057

Compte de résultat

	31/08/2024	31/08/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	16	146
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	12 299 482	11 397 868
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	5 366 479	5 311 615
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	60 728	123 683
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	787 965	570 523
TOTAL I	18 514 670	17 403 835
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	7 232 407	6 265 174
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	186 315	154 081
Salaires et traitements	6 917 681	6 657 234
Charges sociales	2 895 884	2 688 406
Dotations aux amortissements et dépréciations	571 881	485 485
Dotations aux provisions	305 369	43 827
Reports en fonds dédiés	82 181	6 289
Autres charges	33 689	31 811
TOTAL II	18 225 407	16 332 306
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	289 263	1 071 529
Produits financiers		
Produits financiers de participations	1 980	610
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	55 941	13 189
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	57 921	13 799
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	34 924	36 251
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	34 924	36 251
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	22 997	-22 452
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	312 260	1 049 077

Compte de résultat (Suite)

	31/08/2024	31/08/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		5
Sur opérations en capital		3 000
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	20 000	
TOTAL V	20 001	3 005
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	201	
Sur opérations en capital	4 187	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	4 388	
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	15 613	3 005
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
	-83 403	-72 187
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	18 592 592	17 420 639
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	18 181 316	16 296 370
EXCEDENT OU DEFICIT	411 276	1 124 269
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/08/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 17 526 750 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 411 276 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2023 au 31/08/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles et corporelles

L'ISARA a appliqué à compter du 1er Septembre 2005 le nouveau traitement comptable sur les actifs définis par les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06.

Lorsque la valeur d'usage d'un actif incorporel ou corporel est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constituée de la différence. La valeur d'usage est appréciée d'après la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie. Aucune dépréciation d'actif n'a été constatée au 31 Août 2024.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à la valeur facturée par les entreprises en cas de don sous forme de taxe d'apprentissage. L'ISARA n'utilise pas des actifs devant faire l'objet de décomposition, les actifs immobilisés étant ventilés par élément ayant des durées d'utilité propres.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Logiciels : 1 à 5 ans,
 Constructions : 5 à 15 ans,
 Matériel de laboratoire : 1 à 10 ans,
 Matériel école : 5 ans,
 Agencements divers : 3 à 15 ans
 Matériel de transport : 5 ans
 Matériel informatique : 1 à 10 ans
 Mobilier : 3 à 10 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Les participations concernent la SCI IMMOBILIERE AGRAPOLE et ISARA EXPERT.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions concernant des biens non renouvelables par l'ISARA sont inscrites en compte 13 dès la notification de l'attribution de la subvention et sont reprises en résultat sur les exercices suivants au rythme de l'amortissement des biens qu'elles ont permis de financer.

Les subventions concernant des biens renouvelables par l'ISARA (essentiellement du matériel informatique) sont inscrites en fonds associatifs.

Subventions de fonctionnement

L'association comptabilise les subventions de fonctionnement dès la notification de la décision d'attribution. Une analyse est menée afin de déterminer :

- La part du financement attribuée à l'association ISARA à comptabiliser en subventions de fonctionnement ;
- La part qui sera reversée aux partenaires à comptabiliser au poste " autres comptes débiteurs " (dans la mesure où ISARA est coordinateur du projet, les flux liés aux autres partenaires ne transitent pas par le compte de résultat).

En fin d'exercice, une analyse est menée selon l'avancement des dossiers afin de déterminer la part de financement attribuée à l'association ISARA et non utilisée à comptabiliser en produits constatés d'avance.

Fonds dédiés et reportés

L'association perçoit du fonds Terra Isara des financements d'opération de recherche dans le cadre de mécénat. Les sommes perçues sont comptabilisées en produits au cours de l'exercice. Les engagements restant à réaliser à la clôture de l'exercice sur ces actions sont comptabilisés en fonds dédiés

Engagements de départ à la retraite

Il correspond aux indemnités de départ à la retraite dues au personnel permanent de l'Association ISARA. Il a été calculé sur les bases de l'accord de l'ISARA et selon les normes d'évaluation de la profession comptable

Cet engagement a été valorisé au 31.08.2024 à 707 190 €.

Le calcul est fait selon les hypothèses suivants :

- Taux d'actualisation = 3,10%
- Tous les salariés sont pris en compte
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Hausse des salaires : 2 %

Cet engagement a été évalué par rapport à l'effectif présent au 31 août 2024.

Le montant doté sur l'exercice s'élève à 162 371 Euros.

Dettes - Fonds de solidarité étudiants

L'ISARA s'est engagé à verser des bourses à certains étudiants en difficulté tout au long de leur scolarité (3 à 5 ans).

Cet engagement est comptabilisé en "autres dettes".

Nantissement des parts de SCI IMMOBILIERE AGRAPOLE

L'ISARA a affecté en nantissement à la CRCAMC (Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Est) les 11 500 parts sociales qu'elle détient dans la SCI IMMOBILIERE AGROPOLE en garantie de remboursement de prêt consenti à cette SCI par la CRCAMC.

Nantissement du Dépôt à terme souscrit au Crédit Agricole

Le Dépôt à terme de 1 000 000 € souscrit au Crédit Agricole correspondant à la garantie de l'emprunt effectué en 2019. Le dépôt à terme sur lequel cette somme était placée étant arrivé à échéance le 24 juin 2022, le montant a été transféré sur compte spécial de nantissement (DAV).

Information relative à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € en 2023/2024.

Les effectifs

L'ISARA compte au 31 août 2024, 152 salariés (140 en 2022/2023) permanents répartis de la manière suivante :

- cadres permanents : 104
- techniciens : 46
- apprenti : 2

Régime fiscal

L'association n'est pas assujettie aux impôts commerciaux à l'exception essentiellement de l'activité Etude Conseil. Sur cet exercice, les activités recherche (hors activités recherche financées par des fonds de dotations ou fondations) ont été intégrées au secteur fiscalisés). Cette activité non prépondérante fait l'objet d'une sectorisation fiscale.

Sur cet exercice, ISARA a calculé un Crédit d'Impôt Recherche pour l'année civile 2023. Ce CIR s'élève à 83 403 €.

Aides publiques reçues

Nature du concours ou de la subvention	Union Européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publiques					
Subventions publiques	183 532	3 867 356	790 877		392 113
Subventions d'investissement					

Faits caractéristiques**Fusion entre les associations ISARA et ISEMA**

Par traité du 30 juin 2023, l'association ISARA a fusionné avec l'association ISEMA au 1er septembre 2023. L'actif net apporté et enregistré dans les fonds propres s'élève à 1,2 M€. Les principaux impacts de la fusion sur le bilan de l'association ISARA au 1er septembre 2023 sont les suivants :

Actif ISEMA	en K€	Passif ISEMA	en K€
Actif immobilisé	98	Actif net apporté	1 194
Actif circulant	139	Provision pour risques et charges	8
Trésorerie	1 264	Dettes financières	0
Comptes de régularisation	29	Dettes d'exploitation	328
TOTAL	1 530	TOTAL	1 530

A titre d'information, le chiffre d'affaires de l'association ISEMA au 31 août 2023 s'élevait à 966 K€ pour un résultat de - 16,5 K€.

Changement de dénomination sociale

Suite à la fusion de l'association avec ISEMA, la dénomination sociale de l'association ISARA a changé pour "Groupe ISARA-ISEMA"

Mention pour l'application du nouveau plan comptable en anticipé

L'association Groupe ISARA-ISEMA a choisi d'appliquer de manière anticipée le règlement n°2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) publié au Journal Officiel.

Les principaux changements apportés par ce règlement concernent :

- L'exclusion du résultat exceptionnel des produits et charges non directement liés à un événement majeur et inhabituel (charges de 60 K€ au titre de l'exercice 2024);
- La suppression des comptes de transfert de charges (8 K€ au titre de l'année 2024);-
- La comptabilisation des quote-part des subventions d'investissement virée au résultat au poste subvention dans les produits d'exploitation (102 K€ enregistrés en subventions au titre de l'exercice 2024).

Les impacts étant non significatifs sur les comptes au 31/08/2023, le compte de résultat proforma n'est pas présenté.